

ملخص:

تحتل منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا أهمية خاصة في الاستراتيجيات السياسية والاقتصادية للدول الغربية العظمى، فبالإضافة إلى الموارد الطبيعية التي تزخر بها من بترول وغاز ... تشكل هذه المنطقة منذ عقود ساحة صراع متأججة ظل الغرب، الذي يسعى أن يفرض عليها نموذج الحضاري والقيمي على اعتباره النموذج الأمثل والوحيد إلى إخضاعها لمشيئته.

وهكذا وعلى مر السنين لم يتوان الغرب وقواه الأساسية من خلال مده الاستعماري وبسط نفوذه على أجزاء كبيرة في الشرق الأوسط والمغرب العربي، من نهب خيراتها ومسح الهوية العربية الإسلامية لهذه المناطق حتى لو اقتضى الأمر، وهو ما أقدم عليه حقيقة في عدة ظروف ومناسبات من خلال اللجوء إلى العنف والتككيل وسياسة الأرض المحروقة.

وبعد أن تأكد الغرب من فشله في ربح رهان صراع الحضارات الذي كان الأول والسباق إلى إضرامه وتأجيج لهيبه، انتهج وبعد حرب الخليج الثانية مع مطلع التسعينيات من القرن الماضي سياسة جديدة هدفها ومبتغاها تقويض صرح كل الدول العربية والإسلامية، عن طريق تغذية الصراعات الإثنية والطائفية داخل كل مجتمع عربي إسلامي على حدة.

إن الهدف الذي يسعى الغرب إلى تحقيقه من وراء هذه السياسة الجديدة هو نزع بذور التقدم والتطور داخل المجتمعات العربية والإسلامية، وبالتالي إرجاعها إلى عصور القبلية والعشائرية الجاهلية ونسف الأطر والمؤسسات التي سمحت لها بعد العقود التي تلت فترات الاستقلال الوطني من تأسيس أرضية للعيش المشترك، أساسه التآزر والتضامن والإخاء كقاعدة للمصلحة العامة وضمان أكيد للسيادة والاستقلال الحقيقيين في وجه الأطماع والمؤامرات الخارجية.

L'Occident face à l'État arabe et musulman



Dr. Baba M. Sayed

L'Occident face à l'État arabe et musulman

Le dernier attentat sanglant contre *Charlie Hebdo* et la reproduction des caricatures blasphématoires du prophète de l'islam, par la plupart des journaux et organes de la presse et média occidentaux, ont ouvert de profondes blessures que l'on croyait guéries, suscités de furieuses et interminables polémiques sur la nature des rapports entre l'islam et le terrorisme, et donné lieu à des ripostes et contre-ripostes, qui, toutes, laissent supposer l'existence d'une profonde mésentente entre l'Occident et le monde arabe et musulman.

Alors quelles sont les raisons réelles de cette mésentente et hostilité regrettables entre l'Occident et *dar al-islam* ? Sont-elles durables, comme semblent le suggérer la gravité de la nature des désaccords constatés au niveau des peuples et nations arabes et musulmanes, ou éphémères et passagères, comme le soutiennent certains penseurs et spécialistes occidentaux qui n'y voient, par ailleurs, qu'une insignifiante manifestation de dépit de la part d'une poignée d'extrémistes, qui, à défaut, de bloquer ou de contrarier, durablement, une inexorable et triomphante modernité, ne peuvent pas ne pas continuer de poursuivre l'Occident de leur hargne ; un Occident honni qu'ils ont, par ailleurs, toujours voué aux gémonies ?

Ce sont ces questions et bien d'autres, qui leur sont liées que nous essayons d'étudier et d'analyser dans le cadre de cet article en prenant le soin d'en souligner les tenants et les aboutissants à l'aide de l'histoire, des considérations géopolitiques et surtout en faisant appel à la pensée politique pour mieux en rappeler les causes et mettre en exergue les possibles et probables conséquences. Notre objectif étant de tenter, du moins nous l'espérons, de décoder la complexité et les

difficultés qui caractérisent, décidément, les rapports, à bien des égards, complexes, entre les deux « cultures de sens »⁽¹⁾ occidentale et arabo-musulmane.

Occident/ monde arabe et musulman, histoire d'un partenariat difficile

Pendant longtemps, l'Occident qui, semble avoir été mû par la volonté d'imposer, au monde arabe et musulman, son modèle culturel, économique et politique qu'il estime être, à l'exclusion de tout autre, la seule et unique expression des valeurs universelles, donne l'impression, au cours des dernières années, d'avoir changé son fusil d'épaule. Il semble avoir opté, après la deuxième guerre du Golfe et l'éclatement de la société irakienne en groupes et composantes ethniques hostiles et opposés, pour une nouvelle stratégie de confrontation avec les pays arabes et musulmans.

Conscient des multiples et complexes difficultés qui l'ont empêché, par le passé, de gagner rapidement comme il le souhaiterait, sa « guerre de civilisation » contre le monde arabe et musulman et miné par une crise économique structurelle et multidimensionnelle⁽²⁾, l'Occident a gravi un nouveau degré d'hostilité envers le monde arabe et musulman - ses politiques le démontrent, clairement en Irak, en Libye, et Syrie, en Afghanistan...etc.; - en se montrant résolu, désormais, de démanteler les États arabes et musulmans. États dont il considère, dorénavant, l'existence concurrente ni souhaitable ni acceptable. Autrement dit, hautement préjudiciable pour ses intérêts vitaux.

En d'autres termes, parce que l'indépendance et la souveraineté des États arabes et musulmans sont des garants essentiels de leur liberté et de leur autonomie,

même relatives, qu'elles seraient jugées par les puissances occidentales, désormais, susceptibles de contrarier les intérêts et les visées hégémoniques de domination⁽³⁾ de ces dernières.

Cette nouvelle orientation politique et les moyens, sans précédent, mobilisés pour l'imposer et la mettre en pratique sont à lier, certainement, d'une part, avec les résistances opiniâtres livrées, les derniers siècles, par les peuples arabes et musulmans contre les tentatives occidentales d'« acculturation » et d'aliénation, et d'autre part, à l'importance quasi vitale de la « région » du monde arabe et musulmane dans la politique extérieure occidentale ; importance qui n'est pas, par ailleurs, faut-il y insister, une nouveauté.

Après tout, de tous temps, Le Moyen Orient (et ses extensions allant du Caucase à l'Asie centrale) ainsi que la région du Maghreb, située à un jet de pierre de l'Europe, ont, de tout temps, occupé une place de choix dans la géopolitique de l'impérialisme et plus particulièrement du projet hégémoniste des Etats-Unis. Ces régions, l'on l'oublie souvent, doivent leur importance aux trois facteurs essentiels que sont, sa richesse pétrolière, la position géographique charnière, et le fait qu'elle ont toujours constituées le « ventre mou » de ce qui est convenu d'appeler le système mondial.

Mettre politiquement « sous tutelle » *dar al-islam* revient donc pour l'Occident, cela va de soi, à se donner les moyens, commodes et efficaces, de s'assurer l'accès à l'or noir⁽⁴⁾, contrôler les grandes réserves de pétrole et « sécuriser » un énorme marché potentiel dont le contrôle, a été et demeure toujours, pour les puissances occidentales, depuis leur révolution industrielle, une constante ambition et une priorité vitale et absolue. Et

ce d'autant, que les avantages qu'offre une telle perspective, sur le plan politique et diplomatique, n'en sont pas, non plus, moindres, dans la mesure où la région occupe une place de premier plan dans la stratégie d'encerclement (containment) de l'« ennemi soviétique »⁽⁵⁾.

Et depuis le 11 septembre et la lutte, officiellement, déclarée par les capitales occidentales contre le « terrorisme⁽⁶⁾ transnational », l'on ne peut pas dire que l'intérêt porté à la région a baissé ou diminué. Tout au contraire...

C'est ce qui explique largement l'intensification et la multiplication des expéditions punitives violentes et régulières lancées, au cours des dernières décennies, contre le monde arabe et musulman; expéditions qui laissent clairement supposer que, désormais, l'un des objectifs poursuivi par les puissances occidentales, aussi bien au Moyen-Orient qu'au Maghreb, est de ramener, par la force⁽⁷⁾ s'il le faut, le arabo-musulman des siècles en arrière, au temps du tribalisme et de l'y enfermer. Et ce, en faisant voler en éclat toutes les formes d'organisation étatiques et institutionnelles qui y ont été patiemment instituées par ses peuples au lendemain des indépendances nationales.

Autrement dit, priver les peuples arabes et musulmans des cadres institutionnels et organisationnels qui leur ont permis, cahin-caha, de surmonter, depuis les dernières décennies, leurs clivages ethniques, tribaux et religieux, cimenter leur unité et servir de creuset à leur vivre-ensemble, est décidément une visée de la plus haute importance pour, non seulement, gagner, à moindres frais, la guerre des civilisations mais aussi et surtout avoir accès, à moindres

frais, aux importants gisements de pétrole dont regorge l'« espace vital » arabe et musulman .

Ce que nous pouvons considérer comme la nouvelle croisade déclarée par l'Occident contre l'institution étatique arabe, depuis les dernières années, a été, faut-il le rappeler, conçue, nous y avons fait mention au début de cet article, après l'échec des tentatives d'« assimilation » menées, tambour battant, tout au long de la fin du XIXème siècle. Elle est largement facilitée par les « tares » consubstantielles à la nature de l'État arabo-musulman; tares qui ne sont pas, faut-il y insister, étrangères à sa genèse et au contexte historique qui lui a donné naissance.

Tares et défauts qui ont, par ailleurs, accentué dramatiquement son caractère « exogène » et « avorté »⁽⁸⁾. C'est du moins l'avis des différentes sensibilités politiques arabes : État dépourvu de légitimité pour les panarabes, considéré par les islamistes comme « laïc » et « bâtard » parce que importé et non conforme à « la charia », alors que les Marxistes, le jugeant capitaliste, le combattent avec une haine hargneuse tandis que les Libéraux arabes l'abhorrent en le prenant pour un « État despotique » à combattre farouchement à défaut de pouvoir le réformer profondément.

Et il est incontestablement vrai, qu'à de rares exceptions, l'État arabo-musulman, tel qu'il se projette devant nos yeux, n'est pas, loin s'en faut, ni légitime ni fiable. Il est, partout, ressenti et jugé par les millions de Musulmans et d'Arabes comme un rédhibitoire et préjudiciable obstacle à leur progrès et à leur développement, d'une part, et d'autre part, un insupportable « carcan » qui les étouffe et étouffe leurs libertés.

Après tout, loin de garantir les libertés fondamentales, aussi bien privées que collectives des citoyens arabes et musulmans ; libertés qui sont sinon inexistantes du moins systématiquement et publiquement bafouées et ce, chaque fois que les pouvoirs en place les jugent préjudiciables ou incompatibles avec leurs intérêts, l'État arabo-musulman est perçu comme étant un outil entre les mains de quelques poignés de dirigeants pour exploiter leurs peuple et préserver leurs intérêts et privilèges. Ce qui est, par ailleurs, souvent le cas⁽⁹⁾.

Plus grave, les États arabo-musulmans semblent devenus, dans leur majorité, les propriétés exclusives des rois, des émirs ou des présidents autoproclamés⁽¹⁰⁾, qui selon de nombreux spécialistes⁽¹¹⁾, sont résolus à monopoliser, ad vitam aeternam, le pouvoir et ne reconnaître, en règle générale, à leurs « sujets » contraints ou résignés qu'un seul et unique droit, celui d'obéir au doigt et à l'œil⁽¹²⁾. Dans de pareilles conditions, « L'État ne se distingue pas [souvent] de la personne du monarque...l'État est la personne magnifiée du monarque tout autant que le monarque est l'incarnation de l'État⁽¹³⁾. » D'où le constat qui participe de l'évidence à savoir que « le monde arabe vit sous un État patrimonial pur dans lequel le monarque possède tout et exige soumission de tous⁽¹⁴⁾. »

Plus inquiétant et grave. En plus d'être dépourvu de légitimité, l'Etat arabe est, semble-t-il aussi, devenu, avec ce qui est convenu d'appeler le « clash de civilisations » projeté par les stratégies occidentaux, un puissant vecteur d'une modernité occidentale exogène et aliénante.

Modernité occidentale ⁽¹⁵⁾, incompatible avec les références musulmanes

Les multiples et graves défis que la modernité envahissante et hégémonique occidentale pose au monde arabe et musulman ont révélé, au grand jour, le sérieux embarras des élites musulmanes qui doivent, dorénavant, naviguer entre deux référents, celui, d'une part, d'une modernité importée et préfabriquée, tenue pour illégitime et qui, à ce titre, ne mobilise pas, et celui, d'autre part, d'une formule attirante et mobilisante, glissant vers un islamisme politique ne pensant la modernité que négativement, et tendant à inciter davantage à la révolte et la contestation que d'invite à l'exercice, serein et réaliste, du pouvoir⁽¹⁶⁾.

Si les rapports entre l'Occident et le monde arabe et musulman ont été, constamment, marqués du sceau de l'hostilité et de la méfiance réciproques du temps où l'Occident se voulait chrétien, il faut bien relever que les malentendus et les appréhensions entre les deux mondes se sont amplifiés et renforcés au cours des derniers siècles avec l'avènement d'une modernité, qui, comme le christianisme, est « prosélyte et missionnaire. [Modernité] qui comme est fortement marqué[e] par une vision [...] eschatologique de l'histoire [et qui] comme le christianisme [...] se présente comme une vérité universelle pour tous les êtres humains, nonobstant leurs races, sexes, cultures ou conditions. »⁽¹⁷⁾ Modernité considérée par les Occidentaux comme une civilisation, qui, à l'exclusion de toutes les autres, est l'expression achevée de l'intelligence humaine, comme le relève le même penseur quand il souligne, avec humour, que « [les Occidentaux tiennent leurs régimes], [leurs]

institutions [et leurs] murs comme l'aboutissement final de l'histoire humaine. »⁽¹⁸⁾

Dans l'esprit des millions d'Arabes et de Musulmans, la modernité occidentale est incontestablement devenue, depuis les guerres de colonisations, une deus ex-machina actionnée par les puissances occidentales dans le but manifeste d'imposer leur civilisation et leur mode de vie aux autres peuples et nations.

Véhiculant un contenu spirituel étranger et d'un parcours historique particulier en opposition avec « l'essence de la vie islamique »⁽¹⁹⁾, la modernité occidentale ne peut, cela va de soi, qu'engendrer de la part des Arabes et des Musulmans, des résistances et des rejets systématiques. Et si pendant un bref temps limité dans le passé, les Arabes et les Musulmans furent fascinés par les progrès techniques fulgurants de l'Occident et par l'effervescence et le bouillonnement culturel que connaissent ses sociétés, il faut néanmoins se rendre à l'évidence et admettre qu'avec les expéditions coloniales du XIXème siècle et les dommages irrémédiables que celles-ci ont provoquées au sein de *dar al-islam*, l'Occident ne laisse plus chez les Arabes et Musulmans que ce que Henry Laoust appelle un « scepticisme assez amer » à l'endroit de « l'idéalisme humanitaire dont il se réclame, où l'on voit de plus en plus des satisfactions endormeuses et verbales destinées à faciliter le programme d'exploitation matérielle et humaine qui seul [...] [le] conditionnerait. »⁽²⁰⁾

Plus grave, le ressentiment des Musulmans et des Arabes a viré à la révolte quand ils se sont rendus compte que, conforté par ses progrès techniques et technologiques dans la certitude de sa supériorité face

aux autres civilisations, l'Occident est, décidément, porté à ne plus voir dans toutes les tentatives de résistance à sa domination qu'un complot sinistre auquel, par un mécanisme constant dans l'histoire des idéologies, il attribue une illusoire unité de direction, une application méticuleuse à l'exécution de ses noirs desseins, des méthodes traîtresses, cruelles, machiavéliques⁽²¹⁾.

Il est par ailleurs incontestable que l'émergence d'un impérialisme agressif et arrogant se nourrissant d'une supériorité écrasante économique, militaire et culturelle a, comme durant le temps des croisades et des colonisations, donné lieu à un monde occidental sectaire, intolérant décidé, coûte que coûte, de s'imposer comme l'unique et seul modèle universel permis et possible au reste du monde et tout particulièrement au monde arabe et musulman. Ernest Renan n'affirmait-il pas, il y a quelques décennies, que l'Occident ne pourra exister que quand « le dernier des fils d'Ismaël sera mort de misère ou aura été relégué par terreur au fond du désert ? »⁽²²⁾

Rapports entre religion et politique

L'une des conditions essentielles de la paix et de la sécurité mondiales dépendent fondamentalement du respect, de la reconnaissance mutuelle et de la coexistence pacifique entre ce que Hegel appelle les différentes « masses spirituelles », c'est-à-dire, dans le cas qui nous intéresse, l'islam et la modernité occidentale. Malheureusement L'une des grandes et substantielles divergences entre les sociétés occidentales et les sociétés arabo-musulmanes se situe au niveau de leur appréhension réciproque, très différente, de l'importance de la religion et de l'impact que celle-ci doit avoir sur le plan politique et sociale. Ce qui au lieu

d'être pris pour une différence, somme toute normale, entre deux systèmes de penser, fruits de deux trajectoires historiques et philosophiques distinctes, est considéré comme une source de malentendu et d'incompréhension insurmontable.

En Occident, par exemple, la désintrication de l'ordre du politique de celui du religieux est une donnée assumée et acceptée et dont l'une des conséquences est « qu'il n'y a pas une référence dernière à partir de laquelle l'ordre social puisse être conçu et fixé » ; ordre social « constamment en quête de ses fondements, de sa légitimité. »⁽²³⁾ Autrement dit, au fondement de la forme de société démocratique que les Occidentaux ont substituée à la monarchie il y a donc essentiellement « la négation d'une détermination naturelle ou surnaturelle de l'ordre humain ; il y a la conviction que rien [...] ne détermine la société à prendre une forme déterminée. »⁽²⁴⁾ La société démocratique occidentale s'avère en fond sans fondement déterminé. Et cette indétermination se traduit pratiquement par « la position d'un espace public au sein duquel chacun est libre de faire état de ses vues sur l'ordre du juste. Cela signifie [...] la reconnaissance de la légitimité des conflits » car après tout « l'unité de la démocratie ne se sépare pas de la reconnaissance de sa division. »⁽²⁵⁾

Alors qu'en islam, toute distinction tranchée entre le politique et le religieux ne serait imaginable qu'à concevoir « l'institution de la société comme une simple auto-institution, de part en part humaine et sociale et ne devant rien qu'à elle-même. »⁽²⁶⁾ Ce qui est, par ailleurs, inimaginable. Car pour l'islam c'est, au contraire, par essence, que « la foi est une valeur d'ordre politique, ou plutôt, c'est la seule valeur d'ordre

politique, la seule qui donne à la Cité sa raison d'être. »⁽²⁷⁾

Après tout la démocratie n'est après tout qu'un système de régulation que chaque peuple et chaque nation devrait adapter à son parcours et héritage culturel et historique. Et ce n'est pas parce que l'Église a fait, par ses pratiques discutables, du Christianisme, comme l'affirme à juste titre Marcel Gauchet⁽²⁸⁾, une religion de sortie de la religion que les musulmans doivent les singer et partant, renier leur histoire et de leur culture.

L'islam, faut-il y insister, n'a jamais établi une quelconque barrière ou distinction entre le politique et le religieux, le "regnum" et le "sacerdotium". Si Jésus, dans un contexte politique et social déterminés, a soutenu : "A Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César", établissant du coup une ligne de démarcation et de partage entre politique et religion, le Prophète de l'islam a quant à lui bâti un État musulman dont il était le commandeur et le guide suprême⁽²⁹⁾. Ses enseignements et ses pratiques ont, en ayant consacré la fusion du politique et du spirituel dont l'unité constitue, depuis lors, l'essence de la foi musulmane, apporté la preuve qu'en islam, il ne peut y avoir de société musulmane sans que l'islam en soit l'esprit et le moteur de toute son organisation.

Penser l'État (le pouvoir) en islam n'a, donc, d'autre objectif, si l'on se fie aux affirmations de l'écrasante majorité des penseurs de l'orthodoxie musulmane, que celui de constamment « ramener le ici-bas au là-bas, le non conforme au conforme, le temporel au spirituel, et le prince à ses devoirs tels qu'ils s'imposent [selon les préceptes de l'islam] à lui⁽³⁰⁾. » Autrement dit, et comme le précise Barnard Louis, spécialiste de la

pensée islamique, l'État qui n'est qu'un instrument divin ayant pour fonction principale de

[P]ermettre à l'individu musulman de mener la vie d'un bon musulman. Tel est, en dernière analyse, l'objectif de l'État, le seul pour lequel il ait été établi par Dieu et le seul par lequel les hommes d'État sont dotés d'autorité sur les autres. La valeur de l'État et les actes, bons ou mauvais, des hommes d'État, se jugent à la mesure dans laquelle ils ont rempli cette mission. La règle fondamentale de la vie sociale et politique musulmane, dont il est dit communément « qu'elle commande le bien et interdit le mal », apparaît donc comme une responsabilité partagée [...] entre l'État et l'individu⁽³¹⁾.

Cette conception du pouvoir qui est, faut-il y insister, celle de la majorité écrasante des penseurs musulmans, a été bien mise en exergue, de manière plus élaborée et pour la première fois, par Abou-Al-Hassan Al-Mawardi⁽³²⁾. Ce dernier a fondé la nécessité de l'établissement, en terre d'islam, d'un pouvoir exécutif sur la base des exigences stipulées par Chari'a, c'est-à-dire la Loi musulmane.⁽³³⁾

En règle générale, il faut dire que les penseurs musulmans, estiment, dans leur majorité écrasante, qu'en islam il ne pourrait y avoir de dissociation possible, en terre d'islam, entre le temporel et le spirituel dans la mesure où la religion musulmane est

[U]ne organisation complète qui englobe tous les aspects de la vie. C'est tout à la fois un État et une nation, ou encore un gouvernement et une communauté. C'est également une morale et une force, ou encore le pardon et la justice. C'est également une culture et une juridiction, ou encore une science et une

magistrature. C'est également une matière et une ressource, ou encore un gain et une richesse. C'est également une lutte dans la voie de Dieu et un appel, ou encore une armée et une pensée. C'est encore une croyance sincère et une saine adoration. L'islam c'est tout cela de la même façon⁽³⁴⁾.

Cette impossibilité catégorique d'une éventualité désintringation entre les sphères spirituelle et politique, Tariq Ramadan la justifie par le fait que l'articulation entre le donné religieux et le donné rationnel en islam ne correspond pas à ce qu'elle est, ou à ce qu'elle a été historiquement, dans la culture strictement judéo-chrétienne⁽³⁵⁾.

La plupart des penseurs musulmans se montrent, d'ailleurs, de fervents partisans du pouvoir qui confond sphères spirituelle et politique, en l'occurrence le pouvoir califal, parce qu'ils sont pleinement persuadés qu'il représente, s'il est appliqué convenablement et correctement, la possibilité certaine de mettre en œuvre « une démocratie qualitative⁽³⁶⁾. »

C'est en tout cas ce que certains commentateurs semblent suggérer en laissant entendre que Mawardi -à l'opposé de Hobbes- s'il a tenu à être l'inconditionnel avocat du pouvoir exécutif, c'est parce qu'il est convaincu, d'une part, à l'instar d'un Lacordaire que « ce sont les lois qui libèrent et c'est la liberté [pris dans le sens des désirs et des passions incontrôlés] qui opprime » et que le pouvoir exécutif, le « califat régulier », tel qu'il a été mis en vigueur et exercé par les quatre premiers califes de l'islam, est à confondre avec ce que nous appelons, de nos jours, un « régime républicain et démocratique⁽³⁷⁾. »

En tout cas, c'est ce régime républicain et démocratique que les penseurs réformistes musulmans auraient souhaité, rappelons-le, réhabiliter dans *dar al-islam*, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, après avoir acquis l'intime certitude que le régime despotique imposé au monde arabe et musulman constitue, incontestablement, l'obstacle rédhibitoire devant toute forme de progrès et de développement de leur communauté.

Les puissances occidentales n'ont pas hésité, au début du XX^e siècle, à tout mettre en œuvre, y compris les expéditions punitives militaires, pour faire avorter le projet des réformateurs arabes de la Renaissance et ainsi maintenir les peuples et nations arabes et musulmans sous leur tutelle. Et ce sont ces mêmes puissances qui n'hésitent pas, à l'orée du XXI^e siècle, de recourir aux mêmes stratagèmes en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie et peut-être demain ou après-demain contre d'autres pays du Maghreb, pour démanteler leurs États nationaux et ainsi les priver des cadres étatiques qui cimentent leur solidarité, leur permettent de défendre leurs intérêts nationaux et partant, rompre définitivement avec les carcans tribaux et ethniques archaïques qui ont hypothéqué, longtemps, leur développement et progrès.

Conclusion

Les peuples arabes et musulmans seraient-ils en mesure de mettre en échec les desseins de l'Occident et ainsi préserver leurs États et, avec ces derniers, garantir leurs spécificités politiques et leur identité culturelle ? Ou, au contraire, vont-ils céder à leurs démons et sombrer dans leurs sanglantes et tragiques guerres tribales et perdront-ils ainsi et à jamais, avec les

richesses matérielles que leur envie l'Occident, ce qui leur reste de fierté et de dignité ?

Pour défendre leurs libertés, souverainetés et indépendances et pouvoir déjouer, avec plus de vigueur et d'efficacité, les funestes projets de l'Occident qui consistent à les renvoyer, des siècles en arrière, à leur passé peu glorieux, ethnique et tribal, les pouvoirs publics, en charge des États arabes et musulmans, ne peuvent plus, désormais, faire l'économie de la démocratisation de leurs scènes politiques. Ils ne peuvent plus ignorer ou sous-estimer l'importance de leur responsabilité et de leur devoir de veiller à ce que les institutions publiques et les mécanismes de gestion de la chose publique soient transparents et démocratiques, c'est-à-dire légitimes.

Légitimité qu'ils ne peuvent acquérir et conserver qu'en assurant une large participation des peuples à la vie politique à leurs peuples. Cette légitimité dépend aussi, dans une large mesure, de la possibilité d'accepter une alternance pacifique au pouvoir sans oublier de reconnaître aux citoyens, dans le cadre d'États de droit, leurs droits et leurs libertés fondamentaux. Car, il va de soi que sans une légitimité vérifiée et avérée de ces États; légitimité que ne peut assurer et garantir que des citoyens libres et égaux en droit, les États institués au lendemain des vagues d'indépendance, ne peuvent plus résister, demain, au premier coup de semonce des puissances occidentales.

Mais faut-il insister ici sur le fait que la démocratie dont il est question ne peut pas et ne doit pas être un simple et pur décalque du vécu et de l'expérience occidentale comme vient d'y insister, à tort, l'ancien chef de l'État français⁽³⁸⁾.

La démocratie telle est pratiquée en Occidental, n'est pas et ne doit, en aucun cas, être prise pour un prêt-à-porter tout comme elle ne doit pas être considérée comme un tout indivisible, à prendre ou à laisser. Après tout, elle n'est qu'une forme de régulation sociale que chaque peuple doit adapter à ses exigences, sociales et philosophiques, pour mieux la conformer à sa manière d'être, pour ne pas dire à son histoire, ses valeurs et croyances.

Les pays arabes et musulmans ont la responsabilité, chaque fois qu'il s'agit de la démocratie ou de toute autre invention humaine, d'exercer leur droit d'inventaire. Car ce que l'Occident a admis et jugé utile pour lui, les autres masses spirituelles peuvent bien ne pas le considérer comme tel et le partager. Et c'est au demeurant leur droit le plus strict et légitime.

Il appartient donc à l'Occident de comprendre qu'il y a des peuples et des nations qui ne sont pas disposés à se défaire de leur héritage ou à renier leur histoire, leurs principes ou leurs valeurs pour adopter les siens. Et que la paix et la stabilité du monde ne peuvent être sauvegardées et garanties qu'en reconnaissant et en admettant le droit à l'égalité et à la différence entre les cultures et les civilisations. La pensée et le modèle uniques ne peuvent constituer ou favoriser les bases de l'entente et de la coopération indispensables entre les peuples et les nations, surtout si ces derniers appartiennent à des horizons et à des cultures de sens différentes. Le monde pluriel qui est le nôtre ne peut assurer la coexistence et la paix entre ses différentes composantes ethniques, culturelles, sociales et religieuses que dans un cadre à chacune d'elle la possibilité et le moyen de préserver sa personnalité propre et ses spécificités. Vouloir; comme le fait

l'Occident de nos jours, faire passer son histoire, sa trajectoire, son mode de vie, sa culture et ses valeurs pour l'expression d'un universalisme unique, revient à encourager les autres cultures et civilisations à lui opposer une résistance susceptible, si l'on n'y prend pas garde, de mettre la paix et la stabilité du monde en difficulté, voire en péril.

Bibliographie :

- Al-Ashmawy, Muhammad Saïd, *L'islamisme contre l'islam*, Paris, Éd. La Découverte, 1989
- Al-Mawardi, *Al-Ahkam As-Sultaniyah*, Éditions Dar Al-Kutub Al-'Ilmiyyah, Beyrouth, 1985.
- Badie, Bertrand, *l'Etat importé, l'occidentalisation de l'ordre politique*, librairie Arthème Fayard, 1992
- Badie, Bertrand, *Les deux Etats, pouvoir et société en Occident et en terre d'islam*, Ed. Fayard, Paris, 1997
- Banna, Hassan Al-, *Risâlat at-ta'âlim, in Majmû'atar-rasâ'il*, Éd. Dar ad-da'wa, Le Caire, 990
- Centre des études de l'unité arabe, *Crise de l'Etat dans le monde arabe*, Ed. Centre des études de l'unité arabe, juillet 2011
- Cohen, Daniel, *Homo Economicus, prophète égaré des temps nouveaux*, Ed. Albin Michel, 2012
- Corm Georges, *L'Europe et l'Orient, de la balkanisation à la libanisation ; histoire d'une modernité inaccomplie*, Ed. La découverte, Paris, 1991
- Gauchet Marcel, *Le désenchantement du monde*, Ed. Gallimard, 1985
- Laoust Henry., « Le réformisme orthodoxe de Salafiyya », in *Pluralismes dans l'islam*, Ed. Geuthner, Paris, 1983
- Laroui, Abdellah, *Islam et modernité*, Paris, Éd. La Découverte, 1987
- Lefort Claude, *Le travail de machiavel*, Ed. Gallimard, Paris, 1972
- Leveau, Rémy et Hammoudi Abdellah (sous la direction de), *Monarchies arabes, transitions et dérives dynastiques*, Paris, Éd. la documentation française, 2002
- Lewis Bernard, *Comment l'islam a découvert l'Europe*, Ed. La découverte, Paris, 1984
- Lewis Bernard, *Le monde de l'islam*, Ed. Elsevier Séquoia, Bruxelles, 1976
- Lewis, Bernard, *Le langage politique de l'islam*, Paris, Éd. Gallimard, 1988
- Louis Gardet, *La Cité musulmane*, Ed. Vrin, Paris, 1976
- Lydia guirous, *Allah est grand la République aussi*, éd. JC Lattès, 2014
- Monteil Vincent, *Clefs de la pensée arabe*, Ed. Seghers, 1974
- Qurdaoui, Youssef, *Ada'ou al-islam* (Les ennemis de l'islam), Éd. Wahba, le Caire, 2000
- Ramadan, Tariq, *Islam, le face à face des civilisations. Quel projet pour quelle modernité ?*, Paris, Éd. Tawhid, 2001

-Tallabi, Amhammad, « Les deux renaissances bénies, religieuse et démocratique », *Al-Fourquan*, numéro 54, 2006, pp. 2-15

- Tanguay Daniel, communication dans le cadre du colloque « Est-il permis d'espérer la paix ? », Société de philosophie de l'Outaouais, Université de Saint-Paul, novembre 2001

⁽¹⁾La culture de sens est liée au fait que la communauté, toute communauté, est façonnée par son histoire spécifique. Elle est, à ce titre, pourvoyeuse principale d'identité, d'allégeance, de repères de sens et de significations qui lui sont propres et qui les distinguent des autres communautés de sens. Voir, pour plus de détails, Lydia Guirous, *Allah est grand la République aussi*, éd. JC Lattès, 2014

⁽²⁾« La croissance des pays émergents fait perdre à l'Occident le monopole de la modernité. [...] la croissance mondiale témoigne de manière frappante le basculement en cours. Au début des années quatre-vingt-dix, elle était tirée à 70 % par les pays riches et à 30 % par les pays pauvres. Symboliquement, en 2001, les deux courbes se sont croisées, moitié-moitié. Depuis les proportions sont exactement inversées. La croissance mondiale est désormais portée à 70 % par celles des pays émergents. » Cohen, Daniel, *Homo Economicus, prophète égaré des temps nouveaux*, Ed. Albin Michel, 2012, pp. 99-100

⁽³⁾« La logique de la domination internationale rend dysfonctionnelle l'apparition, à la périphérie, d'un Etat dont la dynamique pourrait contrarier, par son indépendance et sa souveraineté, les intérêts du capitalisme mondial. », Badie, Bertrand, *l'Etat importé, l'occidentalisation de l'ordre politique*, librairie Arthème Fayard, 1992, p. 31

⁽⁴⁾Depuis des décennies, le pétrole devient la ressource la plus convoitée. Son importance est à l'origine d'une

véritable géopolitique du pétrole où le Moyen-Orient y occupe une place centrale. En effet, cette région qui possède d'énormes ressources pétrolières, devient le principal espace de production mondiale (37 % en 1970, 30 % en 2002).

Jusque dans les années 1950, les champs pétroliers du Moyen-Orient sont exploités par des majors européens et américains qui assurent l'approvisionnement des puissances industrielles. Ces majors ont acquis des droits d'exploitation par le biais d'accords politiques entre leurs Etats d'origine et les pouvoirs locaux.

⁽⁵⁾Durant la guerre froide l'« intérêt » américain se manifestait sur cette zone dont l'importance n'est plus à démontrer sur l'« échiquier américain » : Pacte de Bagdad – puis Cento –, doctrine Eisenhower ou encore « freedomfighters » en Afghanistan entraînés pour combattre le « danger rouge ».

⁽⁶⁾Les avis divergent s'agissant d'une définition commune et consensuelle du terrorisme, car cette notion est, en effet, hautement polysémique. Elle reconvre, en general, des phénomènes divers et complexes qui ne peuvent que faire l'objet d'appréciations subjectives très différentes. D'où les désaccords profonds entre spécialistes qui essaient, chacun à sa manière, de donner au concept un sens particulier auquel il entend conférer une valeur scientifique.

⁽⁷⁾Les États-Unis ont développé, au cours des dernières décennies, une politique systématique de sécurisation militaire des zones de production du pétrole. Ainsi, Ils n'ont pas hésité à recourir à l'usage de la force brutale, en violation, par ailleurs, du droit et des règles régissant les relations internationales entre les Etats, comme ils l'ont fait à deux reprises en Irak (1991 ; 2003) et aussi en Afghanistan (2001). Mais cet interventionnisme américain, loin de stabiliser la région, a provoqué un vif et réel ressentiment chez les peuples arabes et musulmans, ressentiment qui n'a

fait que renforcer les malentendus et les incompréhensions et élargi un peu plus le fossé entre le monde arabe et musulman et l'Occident.

⁽⁸⁾ Centre des études de l'unité arabe, *Crise de l'Etat dans le monde arabe*, Ed. Centre des études de l'unité arabe, juillet 2011, p. 11

⁽⁹⁾ L'Etat tel qu'il existe de nos jours dans le monde arabe et musulman a description est exactement celle décrite, il y a quelques siècle passés, par Montesquieu : « Dès que la vertu cesse, dès que l'Etat n'est plus aimé pour lui-même ; mais pour les avantages qu'on peut en tirer ; dès que le trésor public devient le patrimoine des particuliers au lieu que leur bien fasse le trésor public ; dès qu'on veut être libre contre les lois au d'être libre avec elles et que chaque citoyen est comme un esclave échappé de la maison de son maître, alors l'Etat est perdu, la République devient une dépouille, sa force n'est que le pouvoir de quelques- uns et la licence de tous. », Montesquieu, l'esprit des lois, livre XIII

⁽¹⁰⁾ « Par manque de sérieux ou de maturité, par irréalisme ou par ignorance, le pouvoir politique (dans les pays arabo-musulmans) a trop souvent dilapidé les richesses et épuisé les forces vives de la nation, sans se soucier de développement véritable. Pis, il a corrompu le peuple pour ne pas avoir de compte à lui rendre à court terme au moins, c'est-à-dire du vivant du gouvernement. » Al-Ashmawy, Muhammad Saïd, *L'islamisme contre l'islam*, Paris, Éditions La Découverte, 1989, p. 23.

⁽¹¹⁾ Leveau, Rémy et Hammoudi Abdullah (sous la direction de), *Monarchies arabes, transitions et dérives dynastiques*, Paris, Editions la documentation française, 2002

⁽¹²⁾ Accusant les élites aux commandes dans les pays musulmans d'avoir délibérément occulté et ignoré l'éthique de justice et d'équité contenue dans le message islamique, Mustapha Hogga relève que « Le Coran a été bien plus

souvent évoqué (par ces mêmes régimes) pour obtenir l'obéissance des peuples que pour mettre en œuvre l'esprit de justice sociale et de liberté individuelle qui le caractérisent » et pourtant, conclut-il, « L'islam a horreur du pouvoir sur autrui et il est inconcevable et pourtant vrai qu'au nom de l'islam, les régimes les plus féroces ont pu être fondés. » Hogga, Mustapha, *Pensée et devenir du monde arabo-islamique. Valeurs et puissance*. Paris, Éditions L'Harmattan, 1997, p. 27

⁽¹³⁾ Laroui, Abdellah, *Islam et modernité*, Paris, Éditions La Découverte, 1987, p. 29

⁽¹⁴⁾ *Ibid*, p. 32

⁽¹⁵⁾ La modernité occidentale tient pour acquis que la société, toute société humaine, repose tout entière sur elle-même, et que son fondement se donne dans son histoire, dans le mouvement de la différence temporelle qui accompagne celui de sa division sociale. Pour elle « tout se joue dans l'espace et le temps de ce monde-ci, tout, c'est-à-dire tout à partir de rien et en vue de rien, pour la gloire mondaine, dans le suspens de la mort. » Lefort Claude, *Le travail de machiavel*, Ed. Gallimard, Paris, 1972, p. 555-556

⁽¹⁶⁾ Badie, Bertrand, *Les deux Etats, pouvoir et société en Occident et en terre d'islam*, Ed. Fayard, Paris, 1997, p. 107

⁽¹⁷⁾ Tanguay Daniel, communication dans le cadre du colloque « Est-il permis d'espérer la paix ? », société de philosophie de l'Outaouais, Université de Saint-Paul, novembre 2001

⁽¹⁸⁾ Idem

⁽¹⁹⁾ Lewis Bernard, *Comment l'islam a découvert l'Europe*, Ed. La découverte, Paris, 1984, p. 229

⁽²⁰⁾ Laoust Henry., « Le réformisme orthodoxe de Salafiyya », in *Pluralismes dans l'islam*, Ed. Geuthner, Paris, 1983, pp. 422-423

- ⁽²¹⁾Corm Georges, *L'Europe et l'Orient, de la balkanisation à la libanisation ; histoire d'une modernité inaccomplie*, Ed. La découverte, Paris, 1991, p. 88
- ⁽²²⁾Voir Vincent Monteil in *Clefs de la pensée arabe*, Ed. Seghers, 1974, p. 203
- ⁽²³⁾Habib Claude et Mouchard Claude, *La démocratie à l'œuvre*, Ed. Esprit, 1993, p. 42
- ⁽²⁴⁾Idem
- ⁽²⁵⁾Ibid. p. 43
- ⁽²⁶⁾Ibid. p. 66
- ⁽²⁷⁾Louis Gardet, *La Cité musulmane*, Ed. Vrin, Paris, 1976, p. 25
- ⁽²⁸⁾Gauchet Marcel, *Le désenchantement du monde*, Ed. Gallimard, 1985
- ⁽²⁹⁾Qurdaoui, Youssef, *Ada'ou al-islam*(Les ennemis de l'islam), Éditions Wahba, le Caire, 2000
- ⁽³⁰⁾Tallabi, Amhammad, « Les deux renaissances bénies, religieuse et démocratique », *op. Cit.*, pp. 2-15
- ⁽³¹⁾ Lewis, Bernard, *Le langage politique de l'islam*, Paris, Éditions Gallimard, 1988, pp. 50-51
- ⁽³²⁾Al-Mawardi, Abou Al Hassan (910-1058), est un juriste sunnite de Bagdad qui a très profondément marqué la pensée juridique et la philosophie politique islamiques. Il a composé un traité, devenu un livre icône pour, entre autres, les Frères musulmans, sous le titre *Al-Ahkam As-Sultaniyah*, Éditions Dar Al-Kutub Al-'Ilmiyyah, Beyrouth, 1985.
- ⁽³³⁾Al-Mawardi, Abou Al Hassan, *Al-Ahkam As-Sultaniyah*, *op. Cit.*, p. 18
- ⁽³⁴⁾Banna, Hassan Al-, *Risâlat at-ta'âlim, in Majmû'atar-rasâ'il*, Éditions Dar ad-da'wa, Le Caire, 990, p. 356.
- ⁽³⁵⁾ Ramadan, Tariq, *Islam, le face à face des civilisations. Quel projet pour quelle modernité ?*, Paris, Editions Tawhid, 2001, p. 87
- ⁽³⁶⁾Gardet, Louis, *Islam et démocratie, op. Cit.*, p. 296
- ⁽³⁷⁾ Al-Sanhouri, Abdelrazak, *Le Califat. Son évolution vers une Société des Nations orientales, op. Cit.*, p. 295
- ⁽³⁸⁾"On ne peut pas continuer à utiliser le mot 'intégration', il faut utiliser le mot 'assimilation'", a lancé Nicolas Sarkozy devant plusieurs centaines de conseillers nationaux, lors d'une table ronde sur "la crise des valeurs". "L'intégration, c'est "je viens comme je suis, je ne change rien à ce que je suis". L'assimilation, c'est "on vous accueille tel que vous êtes mais vous adoptez la langue, la culture, l'histoire, le mode de vie du pays qui vous accueille", a expliqué Nicolas Sarkozy. "La France n'est pas une page blanche. Je crois profondément en la laïcité. Mais a-t-on oublié la violence avec laquelle on est passé de la catholicité à la laïcité ? En 1902 et 1903, 6000 prêtres ont été expulsés. On ne se posait pas la question à l'époque de savoir s'ils étaient binationaux ou pas". *Le Monde*, 19 mars 2015